

Régimes de discours et types de savoirs sur et dans le quartier de la Villeneuve à Grenoble, vers une approche décoloniale ?

Le Moigne, Arthur. Lenouvel, Julie. Messador, Marion. Monfleur, Laura

Entre 1970 et 1983, l'Atelier d'architecture et d'urbanisme (AUA) dirige la réalisation du quartier de la Villeneuve à Grenoble et à Échirolles. Le grand ensemble de plus de 200 hectares naît avec l'arrivée des Jeux olympiques d'hiver organisés en 1968 dans la ville. Il doit répondre à l'expansion démographique de Grenoble et aux problèmes de sous-équipement et de déséquilibre du marché locatif qui l'accompagnent. Le quartier s'organise en six sous-ensembles : la Bruyère, Helbronner, Arlequin nord, Arlequin sud, Constantine et les Géants (figure 1). L'ambition du projet urbain est emblématique de l'aménagement des zones à urbaniser en priorité (ZUP) des années 1960 : les densités sont concentrées dans des bâtiments en formes de barres connectées les unes aux autres et ouvrant sur un vaste espace vert, et les équipements s'inscrivent dans la continuité des logements, regroupés dans de nombreux espaces de circulation (les galeries en rez-de-chaussée ou les mezzanines). L'opération a vocation de laboratoire urbain, l'utopie guide la maîtrise d'ouvrage : elle privilégie des appartements spacieux, ouverts sur de vastes espaces verts, une offre de logements, d'équipements et de services variée (patinoire, collège, commerces, etc.), et une bonne connexion au centre-ville grâce au tramway. Par la suite, le quartier est classé en zone urbaine sensible (ZUS). En 2010, la mort d'un jeune homme du quartier tué par la police déclenche des émeutes qui nourrissent le « discours de Grenoble » prononcé par Nicolas Sarkozy le 30 juillet 2010. Celui-ci déclare une « guerre [...] contre les trafiquants et les délinquants¹ » se positionnant fermement en faveur de la généralisation de la vidéosurveillance, de l'extension de la déchéance de nationalité, de la suspension des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire, ou encore du renforcement des moyens alloués à la politique de la ville. Depuis 2008, le quartier bénéficie d'un programme de rénovation urbaine porté par l'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU). La Villeneuve regroupe aujourd'hui environ 12 000 habitants, constitués majoritairement d'une population pauvre, issue de l'immigration, peu diplômée, en majorité locataire et composée à 17 % de ménages monoparentaux².

Depuis ces événements, le quartier fait l'objet d'une saturation de discours qui sont majoritairement : sécuritaires, de la part des policiers, des politiques et des médias, ou technicistes, en ce qui concerne des acteurs de la politique de la ville. Paradoxalement, les habitants du quartier semblent les grands absents de ces discours. Pourtant, le quartier est également saturé de discours verbaux et non-verbaux notamment émis par des associations présentes et par des habitants du quartier. Aussi, la question qui se pose est de savoir qui parle

¹ Guerrier, Sophie. "Le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy", *Le Figaro*, publié le 27 mars 2014, mis à jour le 22 septembre 2014 [en ligne]. URL : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/03/27/25001-20140327ARTFIG00084-le-discours-de-grenoble-de-nicolas-sarkozy.php>.

² Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *Fichier localisé social et fiscal (Filosofi)* dans le quartier prioritaire Villeneuve - Village Olympique, le taux de bas revenus déclarés (au seuil de 60 %) s'élevait à 58,5 % en 2013, 74,4% des ménages étaient locataires. En 2010, 60,2 % de la population était non diplômée ou avec un diplôme niveau inférieur au Baccalauréat.

et au nom de qui. Autrement dit, il s'agit de comprendre quels sont les processus d'émission et de légitimation de ces discours et sur quels types de savoirs ils reposent. Pour ce faire, il convient d'analyser dans un premier temps les discours hégémoniques qui véhiculent une image négative du quartier. Ensuite, parce que les discours sur le quartier émanent aussi de structures internes à la Villeneuve, on étudiera la question de la représentativité et de la légitimité des discours des associations locales. Enfin, on interrogera la volonté de l'Université Grenoble Alpes, située à proximité du quartier, à vouloir non pas « travailler sur » mais « travailler avec » les habitants du quartier.

Ce travail est le fruit d'un stage d'initiation au terrain réalisé à l'initiative du département Géographie et Territoires de l'École normale supérieure de Paris (ENS Ulm). Il s'est organisé autour d'une discussion avec Claske Dijkema, doctorante à l'Institut d'urbanisme et de géographie alpine (IUGA), d'une visite du quartier avec l'un de ses habitants, et d'une rencontre avec les membres de l'association « Arc-en-ciel », pendant une matinée et une après-midi.

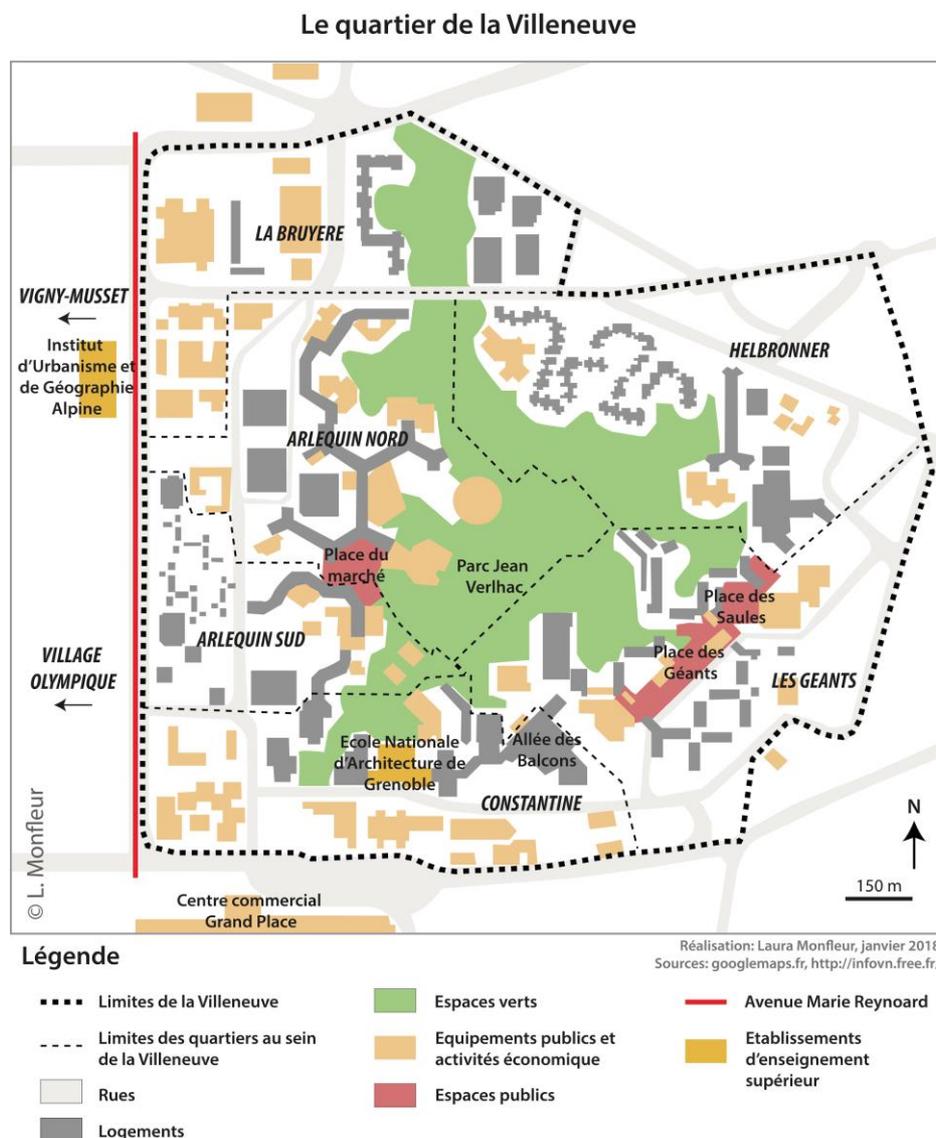


Figure 1 – Plan du quartier de la Villeneuve à Grenoble. Réalisation : Laura Monfleur, janvier 2018.

I. Parler de la Villeneuve en l'absence des habitants : des discours hégémoniques médiatico-politiques

1. Peut-on parler d'un discours hégémonique à propos de la Villeneuve ?

Le 26 septembre 2013, France 2 diffusait dans le cadre de l'émission *Envoyé spécial* un reportage baptisé « Villeneuve : le rêve brisé » qui véhiculait une image négative du quartier en insistant notamment sur son caractère violent. Il a été particulièrement mal reçu par les habitants qui ont décidé de porter plainte contre le président de France Télévisions pour diffamation publique. Ils ont également rédigé un communiqué de presse collectif pour justifier leur décision :

« Ce reportage a provoqué une très forte colère des habitants, choqués et indignés de voir leur quartier défigurés. Les habitants ont été blessés de voir les témoins bafoués ou manipulés dans des mises en scène du réel. Une très forte mobilisation s'est alors organisée pour demander notamment aux autorités de France Télévisions de bénéficier d'un "droit de réponse". Nous n'avons reçu qu'une seule réponse, celle de la journaliste qui bien que reconnaissant "avoir découvert un tissu social riche" n'a, à aucun moment du reportage, remis en cause sa "ligne éditoriale". Sans nier ni les incivilités ni parfois la violence, nous estimons que la vision proposée par le reportage est partielle et ne prend à aucun moment en compte la réalité de la vie quotidienne des habitants de la Villeneuve. Oui, il y a une autre vie dans notre quartier que celle présentée de manière détournée et caricaturale » (extrait du communiqué de presse qui accompagnait la plainte³).

À travers les mots des habitants, on peut voir que, ce qui anime prioritairement leur action, c'est le décalage constaté entre l'image du quartier véhiculée par France 2 et le quartier dans lequel ils vivent au quotidien. Ce décalage peut se lire à une échelle plus vaste encore, car aujourd'hui selon Claske Dijkema, « les quartiers populaires sont devenus synonymes de violence ; une violence que l'on attribue aux jeunes et à l'immigration » (2015, p. 1). Il semble y avoir un discours commun produit notamment par la sphère médiatique qui insiste particulièrement sur le danger représenté par ces espaces, parfois qualifié de marge à la fois physique, sociale, économique mais aussi politique : « ici, au sud de Grenoble, 14 000 habitants vivent la violence urbaine au quotidien » (résumé *Téléobs* du reportage d'envoyé spécial⁴). Le témoignage d'une partie des habitants de la Villeneuve montre que cette représentation est réductrice, qu'elle ne correspond pas à la réalité quotidienne de ces espaces, mais qu'elle est pourtant très présente dans la sphère médiatique : un simple regard sur les titres d'articles traitant de cet espace suffit à s'en apercevoir : « Villeneuve, l'utopie à l'agonie » (*Le Postillon*, journal de Grenoble, 2009) ; « Ancien quartier modèle, la Villeneuve lutte contre le ghetto » (*Le Monde*, 2010) ou encore « Grenoble : La Villeneuve, de l'utopie à l'horreur » (*Valeurs actuelles*, 2012). Le caractère dominant de cette représentation invite à parler d'un discours hégémonique. Selon Edward Saïd, la notion d'hégémonie s'appréhende dans une société qui n'est pas totalitaire lorsque « certaines formes culturelles prédominent

³ Dossier de *Médiapart* « La Villeneuve (Grenoble) vs Envoyé Spécial », 2014, <https://blogs.mediapart.fr/les-indignes-du-paf/blog/280714/dossier-la-villeneuve-grenoble-vs-envoye-special-revue-de-presse>

⁴ <https://teleobs.nouvelobs.com/la-selection-teleobs/20130925.OBS8359/la-villeneuve-enquete-sur-un-reve-brise.html>

[...] sur d'autres tout comme certaines idées sont plus répandues que d'autres ; la forme que prend cette suprématie culturelle est appelée hégémonie » (1980, p. 19).

La notion d'hégémonie a notamment été théorisée par Antonio Gramsci (« Cahiers de prison », 1929-1935, numéro dix) pour pouvoir expliquer ce qu'il considérait comme un manque de la théorie marxiste. Pour Karl Marx, le capitalisme contient en lui les germes de sa propre disparition, notamment du fait des crises de surproduction qui sont pour lui intrinsèques au système. L'accroissement perpétuel du profit mène à la concentration du capital et à la monopolisation des forces productives, jusqu'à remettre en cause la reproduction des forces de travail, ce qui serait le détonateur de mouvements sociaux pouvant remettre en cause l'ordre établi. La chute du capitalisme ne serait alors qu'une question de temps. Dans ses *Cahiers de prison* (1929-1935), A. Gramsci fait un constat différent : la révolution promise par K. Marx n'a pas été possible partout en Europe et le capitalisme est loin de s'être effondré sur lui-même. Il tente donc d'apporter de nouveaux éléments de réflexion. Il montre dans ces écrits que la culture a un rôle primordial dans la constitution du pouvoir et que la lutte des classes doit intégrer cette dimension culturelle. Pour A. Gramsci, il ne suffit pas de s'emparer de l'Etat : il faut encore convaincre la société civile, le problème étant que cette bataille se mène différemment et sur d'autres terrains. Dans cette optique, une hégémonie culturelle représente donc un puissant outil de domination qui s'exprime par les moyens de communication de masse et participe au maintien du pouvoir en place. Les idées d'A. Gramsci ont eu une importante résonance et elles ont été entre autre fortement mobilisées par les auteurs appartenant aux courants des *postcolonial studies* et des *subaltern studies*. Si l'on comprend la représentation médiatique faite du quartier de la Villeneuve dans le reportage de France 2 comme l'exemple d'un discours hégémonique, on peut tenter par la suite de la déconstruire.

2. L'amalgame entre violence et immigration : une dérive de la pensée sécuritaire

La représentation médiatique et politique dominante des « quartiers prioritaires de la politique de la ville » (dispositif prévu par la loi française et actif depuis le 1^{er} janvier 2015 qui s'appuie sur un périmètre spatial dans lequel la pauvreté est concentrée afin d'y cibler l'action étatique) se fait à travers les prismes de la violence et de l'immigration ; elle s'explique principalement par une évolution de la pensée sécuritaire en France, qui vise au maintien de l'ordre établi et au contrôle des foules. De nombreux thèmes associés à cette pensée se retrouvent dans le discours de Nicolas Sarkozy prononcé à Grenoble le 30 juillet 2010. Il marque la prise de fonctions de l'ancien policier Éric Le Douaron, nommé préfet, et se fait dans un contexte tendu et violent :

- Le 16 juillet, la mort d'un jeune braqueur à la suite d'échanges de coups de feu avec une patrouille de police a entraîné des émeutes urbaines.
- Le 17 juillet, la mort d'un membre de la communauté des gens du voyage, tué par la gendarmerie, conduit des membres de sa famille à des actions de protestations violentes.

Dans ce discours, les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont associés à des zones de non-droits, violentes et qu'il s'agit de reconquérir l'arme à la main :

« C'est donc une guerre que nous avons décidé d'engager contre les trafiquants et les délinquants. Comme nous l'avons fait en Seine-Saint-Denis, nous avons décidé de nous occuper particulièrement de certains territoires qui ont besoin d'une action ciblée pour que les conditions de l'ordre républicain y soient rétablies ». (Discours de Nicolas Sarkozy prononcé à Grenoble le 30 juillet 2010)

Nicolas Sarkozy va même plus loin en affirmant l'existence d'un lien de causalité entre cette violence constatée et l'importance des populations immigrée dans ces quartiers est notable :

« Enfin, il faut le reconnaître, je me dois de le dire, nous subissons les conséquences de cinquante années d'immigration insuffisamment régulée qui ont abouti à un échec de l'intégration ». (Discours de Nicolas Sarkozy prononcé à Grenoble le 30 juillet 2010)

Pour le chercheur Mathieu Rigouste (2007), ce lien de causalité qui est explicitement fait entre ces deux thèmes dans le discours de Sarkozy s'explique de manière générale par la volonté de construire en France une nouvelle menace dans une logique de lutte contre-subversive ayant pour objectif de garder le contrôle de l'ordre social établi. L'effondrement du bloc de l'Est a mis à mal la doctrine de la défense globale qui prévalait jusque-là en Occident, en Europe occidentale et en France (cette doctrine développait l'idée selon laquelle, confronté à une menace embrassant désormais l'ensemble de la société à cause de la Guerre froide, le rôle du souverain était de mettre l'ensemble de la nation en état de veille militaire permanente, et d'assurer sa cohésion derrière l'appareil militaire, ceci en permettant à l'armée de pénétrer les sphères les plus intimes de l'organisation sociale). Face à l'évolution de la situation géopolitique mondiale, la pensée sécuritaire s'est adaptée en s'inspirant des outils de la guerre coloniale, notamment de la manière dont étaient combattus et contrôlés les « indigènes » en Indochine et en Algérie afin de renverser le conflit autrefois à l'échelle planétaire dans un nouveau conflit « interne ». Le tableau ci-dessous illustre le rapprochement entre les méthodes :

Doctrine de la guerre révolutionnaire	Modèle sécuritaire
1. Les populations colonisées sont des milieux de prolifération de la menace communiste à contrôler.	1. La population est le milieu de prolifération de la menace et l'enjeu même du contrôle.
2. Le renseignement doit permettre de faire apparaître les hiérarchies parallèles adverses à tenir, détruire ou remplacer.	2. Le renseignement, face aux nouvelles menaces, doit permettre de tout voir, tout savoir, tout prévoir.
3. La terreur permet de tenir la population.	3. Faire prendre conscience à la population, de la menace globale.
4. Action psychologique pour retourner la population tenue.	4. Former les institutions (médias, écoles...) à la promotion de l'esprit de défense, pour immuniser la population.
5. Quadrillage militaro-policiier (DPU /DIT) de l'espace urbain.	5. Quadrillage nivelé mais permanent, fusion des dispositifs militaires et policiers en ville.

Figure 2 – Rigouste M., 2007, « L'ennemi intérieur, de la guerre coloniale au contrôle sécuritaire », *Cultures & Conflits*, n°67, p. 157-174.

Pour le quartier de la Villeneuve, cette comparaison est particulièrement marquante concernant la stigmatisation de la population dans les discours politiques et médiatiques et la volonté de mieux la contrôler venant des dirigeants politiques.

Outre cette logique de contrôle social, le fait d'associer violence et immigration sous-entend que les problèmes rencontrés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont des problèmes « étrangers à la société » qui n'en est donc pas responsable. Les représentations de ces quartiers sont de plus en plus décontextualisées et les analyses politiques et médiatiques prennent de moins en moins la peine de construire une vision globale.

Les conséquences de cette décontextualisation sont doubles. Elle légitime l'intervention des forces armées dont l'objectif serait ici de rétablir la souveraineté de la République sur des territoires qu'elle ne contrôlerait plus, et elle minore l'intérêt de mener une réflexion plus globale dont l'objectif serait de s'interroger sur la production des inégalités et des rapports de domination dans notre société moderne. Le cas de la Villeneuve à Grenoble montre bien qu'un espace ne peut être compris qu'en l'intégrant au sein d'un contexte social et économique plus vaste.

Ainsi, la Villeneuve a d'abord été une réalisation utopique. Le quartier illustre une nouvelle manière de penser la ville mais aussi les rapports humains en mettant en place des expériences autogestionnaires et des innovations dans les domaines de l'éducation et de l'architecture. Cependant la situation s'est détériorée non pas à cause de l'immigration, mais à cause des politiques menées. Entre 1983 à 1995, la municipalité grenobloise – avec comme maire Alain Carignon – a fortement diminué les investissements publics dans le quartier de la Villeneuve et le montant des subventions aux associations de ce quartier. Ces choix ont accéléré la dégradation des bâtiments et des espaces publics, et érodé le tissu associatif dense, vecteur de lien social du quartier. Cette décision s'explique par le projet politique très entrepreneurial de la municipalité d'alors dont l'objectif était de rendre la ville plus compétitive afin de renforcer son rang dans la hiérarchie urbaine parfois au détriment de la cohésion sociale. Cela s'est traduit par des investissements lourds censés favoriser l'attractivité de la ville. On peut citer par exemple le quartier d'Europole ou l'Installation Européenne de Rayonnement Synchrotron. Enfin, la politique d'attribution des logements a consisté à rassembler toutes les personnes en situation précaire dans ce quartier, ce qui a favorisé l'émergence d'un sentiment de quartier « subi » plus que « choisi ». Ainsi les critiques formulées par la municipalité dès les années 1990 pour justifier tant leur retrait économique que la présence croissante de forces armées, sont en réalité des discours performatifs devenus réalité par des choix politiques.

3. Contrôle social par le contrôle spatial : les différents objectifs de la rénovation urbaine

Face à la situation complexe du quartier de la Villeneuve, l'une des réponses des pouvoirs publics a été spatiale et a consisté à lancer un grand programme de rénovation urbaine dans ce quartier, axé autour de trois objectifs principaux : lutter contre l'insalubrité, favoriser une nouvelle mixité sociale et segmenter les immeubles (particulièrement ceux de l'Arlequin) afin de permettre une meilleure circulation des individus et des services d'urgence (pompiers, ambulances, etc.).

Certaines voix se sont néanmoins élevées dans le quartier pour critiquer une intervention ressentie comme violente et parfois non-justifiée par certains habitants, et qui ne prenait pas en compte leurs avis. En 2017, une pétition a été lancée pour dénoncer les processus de

décisions descendants qui ne respectent ni la loi (la loi Lamy de 2014 marque la création d'un nouveau programme de rénovation urbaine et introduit la nécessité de co-construire les projets avec les habitants), ni le programme de la nouvelle municipalité de Grenoble, qui a été élue en promettant de rendre le pouvoir aux habitants et de favoriser la démocratie participative. Une autre critique possible de la rénovation urbaine d'avantage portée par le monde de la recherche consiste à l'analyser à travers le prisme d'un processus de *gentrification* qui favorise l'installation de classes sociales supérieures au détriment des autres, ce qui à la Villeneuve apparaît assez pertinent : des logements sociaux de bonne qualité ont été détruits (alors que la métropole fait face à une pénurie de logements) afin de construire de nouveaux appartements privés que les prix élevés rendent inaccessibles aux anciens occupants⁵. Enfin, on peut voir le programme de la rénovation urbaine comme une stratégie des pouvoirs publics de mieux contrôler un espace : la fragmentation des plus grande barres en différents bâtiments via la réalisation de « percées » n'a pas pour seul objectif de favoriser la circulation des habitants dans le quartier (figure 1). On peut aussi émettre l'hypothèse que la rénovation urbaine vise aussi à permettre aux forces de l'ordre d'investir le quartier plus efficacement et plus rapidement car les galeries souterraines et le réseau de caves qui permettaient aux habitants d'échapper plus facilement aux contrôles policiers ont été détruits.



Figure 3 – Démolition d'une des barres de la galerie de l'Arlequin (Crédits : M. Messador, octobre 2017).

II. Parler au nom de la Villeneuve et de ses habitants : représentation et représentativité dans les associations du quartier

1. Les associations, « organisateurs de parole » à la Villeneuve

À la Villeneuve, un vaste « filet d'associations » (expression de Béchir Bouabid, habitant de la Villeneuve, octobre 2017) encadre l'expression politique et culturelle des habitants. Certains de leurs membres actifs se présentent volontiers comme des « organisateurs de

⁵ Source : le Crieur, journal participatif de la Villeneuve , <http://www.lecrieur.net/vers-la-destruction-du-160-galerie-de-larlequin/>

parole » déterminés à donner une cohésion aux mouvements politiques, sociaux et culturels, et à soutenir les projets des habitants.

On repère ainsi un certain nombre d'initiatives assimilables à des formes traditionnelles de l'engagement politique, comme des manifestations, des marches ou des pétitions. L'association « Villeneuve debout », qui se donne pour objectif d'encadrer les projets des habitants, organise tous les 2 octobre une marche annuelle, dans le cadre de la journée de la non-violence, instaurée depuis la mort en 2012 de Kévin et Sofiane, deux jeunes hommes de la Villeneuve lynchés par douze jeunes habitants d'Echirolles. Dans la même logique, le journal collaboratif de la Villeneuve, *Le Crieur*⁶, rapporte l'implication de « la délégation grenobloise » dans la Marche pour la dignité et contre le racisme, organisée à Paris le 31 octobre 2015, en assurant que « les quartiers populaires se mobilisent à nouveau contre leur situation d'enfants pauvres de la République ». La mobilisation ponctuelle d'un certain nombre de résidents pour défendre un membre du quartier est également soulignée par *Le Crieur*, qui rappelle l'implication des habitants pour la libération de Karim Ben Ratmia, bénévole du Barathym (bar et restaurant associatif situé dans l'ensemble des Arlequins), placé en centre de rétention à la suite du refus de sa demande de titre de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire et menacé d'expulsion vers l'Algérie. Une pétition signée par plus de 400 personnes avait mené à sa libération en 2015.

Dans le contexte d'un quartier stigmatisé où le taux d'abstention aux élections locales et nationales est élevé, les associations peuvent jouer un rôle de médiation, voire de représentation politique de substitution. D'après Roger Chartier, l'acceptation politique du terme représentation « qualifie les formes institutionnalisées par lesquelles des "représentants" (individus singuliers ou instances collectives) incarnent de manière visible, "présentifient", la cohérence d'une catégorie sociale, la permanence d'une identité ou la puissance d'un pouvoir » (2013). Les associations sont donc les représentants légitimes d'une population stigmatisée par des représentations imposées de l'extérieur. Leur légitimité vient du fait que ces associations sont composées d'habitants du quartier, qui partagent donc la condition de ceux dont ils supportent la parole. Par ailleurs, et contrairement aux représentants politiques, elles ne prennent que rarement la parole au nom du quartier, mais s'appliquent plutôt à la permettre, à l'encadrer et à la libérer.

2. L'adoption de nouveaux modes d'expression politique hors des structures collectives traditionnelles ?

« On peut tenir pour acquis aujourd'hui que l'engagement politique passe de plus en plus par des formes non conventionnelles de mobilisations sociales, hors partis politiques ou syndicats traditionnels » (2011, p. 93), écrit le sociologue Michel Kokoreff dans un article consacré aux émeutes dans les quartiers populaires. On peut poursuivre cette remarque et se demander si la structure associative n'apparaît finalement pas quelque peu désuète dans un quartier tel que la Villeneuve, où les modes d'expression alternatifs, collectifs mais aussi individuels, se multiplient. Les tags et affiches, nombreux dans le quartier, sont ainsi un mode d'expression des malaises et des engagements, politiques ou non, qui ne s'insèrent que rarement dans une structure unificatrice (syndicat, collectif, association). C'est un autre mode du collectif qui y

⁶ Site internet du journal local Le crieur [en ligne], consulté le 17 décembre 2017. URL : <http://www.lecrieur.net/>

3. Le problème de la représentativité : de qui les associations portent-elle la parole ?

Enfin, les associations de la Villeneuve se heurtent à la question de la légitimité de leur intervention. Celle-ci est fondée, on l'a vu, sur le fait que les membres actifs des associations sont eux-mêmes des résidents et qu'ils ne prétendent généralement pas parler au nom de leurs voisins, mais plutôt les aider à prendre eux-mêmes la parole. Pour autant, l'attractivité de ces arènes dépend en partie de la capacité des organisateurs à se présenter comme de véritables représentants du quartier, ce qui suppose un certain degré de ressemblance entre les représentants et les représentés. Or, les personnes que nous avons rencontrées sont pour l'essentiel des figures historiques du quartier, peu représentatives du visage de la Villeneuve d'aujourd'hui. Les personnes engagées dans la vie associative semblent ainsi provenir majoritairement de la première génération des habitants de la Villeneuve. Ceux-ci sont maintenant relativement âgés, donc potentiellement peu en phase avec les aspirations et inquiétudes d'une grande partie des habitants. Ayant connu la phase présentée aujourd'hui comme heureuse de la Villeneuve, qui correspond à l'expérimentation socialiste⁷ des années 1970-1980, ils sont nostalgiques d'une époque où la Villeneuve fonctionnait comme une vaste communauté multiculturelle et intégratrice. Ainsi, l'association « Arc-en-ciel France/Maghreb » continue d'organiser des repas destinés à valoriser la culture gastronomique des habitants. Elle a d'ailleurs cherché à s'adapter aux évolutions de la population locale par l'usage de son nom : les membres de l'association n'utilisent plus que le nom « Arc-en-ciel » afin de prendre en compte les origines des habitants qui se sont diversifiées. Toutefois, pour beaucoup des résidents de la Villeneuve (c'est en tout cas ce qui ressortait de nos entretiens), le quartier n'a jamais été qu'un lieu de relégation, le seul accessible pour les populations immigrées ou réfugiées éligibles au logement social. L'utopie est certainement difficile à transmettre aux nouveaux-venus et aux jeunes générations, d'autant que la dynamique d'ascension sociale semble stoppée : alors que les enfants des personnes que nous avons rencontrées dans les associations de la Villeneuve avaient tous fait des études supérieures, 60,2% du quartier était sans diplôme, ou possédait un diplôme inférieur au Baccalauréat en 2013⁸.

Dans le même temps, c'est la capacité même des populations les plus défavorisées à s'exprimer qui se pose (Spivak, 1988). Non seulement les associations ne semblent pas dirigées par des personnes représentatives de la majorité de la population actuelle de la Villeneuve, mais elles ne semblent s'adresser qu'aux habitants capables de prendre la parole. Le problème avait été soulevé à propos des indigènes de la République, mouvement politique se revendiquant comme antiraciste et décolonial né en 2005, qui prétendaient parler au nom des « indigènes » délaissés par la société française. Mais :

« il apparaît [...] que le mouvement des "indigènes" se pense comme une élite sociale et politique issue des quartiers et de l'immigration, une petite bourgeoisie même. Cette élite, qui fait bien entendu d'elle-

⁷ Le projet de la Villeneuve a été imaginé par la coalition municipale d'Huber Dudebout du Parti Socialiste. La Villeneuve est devenu le symbole des projets d'aménagement post-68 avec la création d'équipement intégré et des expérimentations sociales. Parmi elles, un projet d'éducation nouvelle défendait l'idée d'une participation active des individus à leur propre formation et de libre choix des activités, en attachant une importance égale à tous les domaines (intellectuels, artistiques, physiques, manuels).

⁸ Chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), *Fichier localisé social et fiscal (Filosofi)*, 2013, pour le quartier prioritaire Villeneuve - Village Olympique.

même le lien entre sa situation et l'histoire coloniale, est "plafonnée" à bac + 3 pour rester crédible... Elle sert d'intermédiaire appropriée entre un docteur en sociologie comme Said Bouamama, un bac + 5 en histoire, professeur d'histoire-géographie comme Youssef Boussoumah, qui compte bien finir sa thèse, une bac + 5 en arabe-anglais appliqués au commerce (LEA) comme Houria Bouteldja, et un doctorant en science politique et relations internationales comme Nicolas Qualander » (Robine, 2006, p. 141).

À la Villeneuve, le collectif « INFO-habitant », qui gérait un site en ligne rédigé dans un français très soutenu, avoue ses difficultés à créer de la participation :

« InfoVN, c'était un agenda + des news + l'annuaire des services & assoc + les archives documentaires du quartier de la Villeneuve de Grenoble, depuis 2003. Comme vous avez pu le constater, après 7 ans d'animation, nous n'avons guère réussi à élargir le cercle, et personne n'a repris le flambeau de l'agenda »⁹.

La représentation serait donc forcément faussée, car peu représentative de la population du quartier et de ses attentes. Finalement, c'est l'ambition même de faire advenir une parole qui peut paraître en décalage avec la culture et les moyens des habitants de la Villeneuve. Ainsi, sur une des affiches trouvée à proximité du l'Espace 600, le collectif « Culture Pas Sans Nous » s'insurgeait contre le manque de mixité ethnique et sociale dans la gestion des programmes du théâtre (figure 5).



Figure 5 – Le collectif « Culture pas sans nous » dénonce l'accaparement de la gestion du théâtre 600 et de sa programmation par « une caste sociale » privilégiant « l'entre-soi » et les réunions « monochromes » (Crédits : M. Messador, Octobre 2017).

Il faut encore préciser que les politiques publiques ne vont pas dans le sens des associations. Les subventions à leur destination ont beaucoup diminué au cours des dernières décennies, et le gel des contrats aidés annoncés par le gouvernement d'Emmanuel Macron mettrait en péril le fonctionnement de certains équipements, comme le Barathym (d'après l'un de ses

⁹ Site internet du collectif INFO-habitants [en ligne], consulté le 17 décembre 2017. URL : <http://infovn.free.fr>

employés). De plus, le travail de valorisation de l'expression culturelle des habitants est concurrencé par l'intégration de la culture et de l'art aux politiques de la ville : les habitants dénoncent l'utilisation des fresques murales pour masquer ou faire accepter des situations potentiellement conflictuelles, comme la fermeture de la piscine. Enfin, les consultations dans le cadre de la rénovation urbaine ont déçu même les personnalités les plus actives comme Béchir Bouabid, en créant plutôt un « devoir de consentement et non [un] pouvoir d'autodétermination » (Mucchielli et Le Goaziou, 2007, p 167).

III. Parler sur la Villeneuve avec les habitants : vers une co-construction décolonialisée des discours et des savoirs entre les habitants et l'Université ?

1. L'Université comme productrice de discours dans et sur la Villeneuve : domination et violence épistémique de l'institution et des savoirs universitaires

Les universités et les établissements d'enseignement supérieur sont des acteurs structurants de l'organisation territoriale de la Villeneuve. Les premiers projets d'équipements universitaires et culturels dans les années 1970 avaient pour principe l'intégration de ces équipements au tissu urbain de la Villeneuve : l'Ecole d'Architecture était par exemple traversée par une voie piétonne, la reliant aux quartiers de l'Arlequin et des Baladins, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui (Dijkema, Gabriel, Koop, 2015). Dans le cadre du plan de modernisation des universités françaises « Université 2000 » en 1990, l'Institut de Communication et des Médias, l'Institut de Géographie Alpine et l'Institut d'Urbanisme de Grenoble sont construits en périphérie de la Villeneuve. Ces deux institutions sont aujourd'hui réunies en une seule, l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine (IUGA), qui se trouve dans le quartier Vigny-Musset. Cependant, si l'idée d'une intégration entre le quartier et les campus s'impose au début, il semblerait qu'aujourd'hui « les deux mondes s'ignorent » (Dijkema, Gabriel, Koop, 2015, p. 10).

Il y a une déconnexion spatiale entre ces campus universitaires et la Villeneuve. L'avenue Marie Reynoard, boulevard où passe le tramway entre l'IUGA et le quartier de la Villeneuve, signifiant ainsi la sortie du quartier piétonnier et les grilles qui entourent l'IUGA (figure 4) sont des frontières physiques et symboliques qu'il est difficile de franchir pour les habitants de la Villeneuve. L'université a « l'aspect d'une forteresse » (Dijkema, Gabriel, Koop, 2015, p. 21). La ségrégation sociale dans l'éducation supérieure accentue cette ségrégation spatiale. Les profils des enseignants-chercheurs et des étudiants sont peu représentatifs de ceux des habitants de la Villeneuve : la population y est majoritairement blanche alors que celle de la Villeneuve est majoritairement racisée, la racialisation renvoyant à un processus de « production des catégories qui altèrent et minorisent » (Bilge et Forcier, 2016) et qui reposent sur une construction de la race comme étant une réalité biologique, et non comme un construit social. Ainsi, les obstacles à l'entrée des populations de la Villeneuve à l'université sont nombreux. À l'échelle du quartier prioritaire de la politique de la ville, Villeneuve-

Village Olympique, 60,2% des habitants étaient sans diplômes ou avec un niveau inférieur au baccalauréat et seuls 22,8% des habitants avaient un niveau Bac+2 ou plus en 2010¹⁰.

Les habitants n'ont donc pas accès à l'institution universitaire qui est pourtant productrice d'une parole dans et sur les espaces des quartiers populaires. Cette parole se présente sous la forme d'un discours qui se veut rationnel, organisé et scientifique. Ces savoirs et discours sont souvent jugés par l'institution universitaire comme étant supérieurs face à d'autres savoirs qui sont dénigrés, en particulier ceux des habitants. Le discours académique exerce ainsi une « violence épistémique » (Spivak, 1988), en promulguant une « monoculture du savoir » (Grosfoguel, 2012) qui ne prend pas en compte la parole et les préoccupations des habitants.

Si l'IUGA a longtemps tourné le dos à la Villeneuve, de plus en plus d'enseignants proposent à leurs élèves des sorties de terrain dans ce quartier. Or celles-ci peuvent être vécues par les habitants comme une invasion. Ces derniers ont l'impression d'être dans un zoo où ils sont les animaux et les étudiants les visiteurs, souligne Claske Dijkema lors de notre visite. Toujours selon cette dernière, l'idée même de « faire du terrain » implique déjà de penser l'espace pratiqué par le chercheur comme étant exotique, étrange, extérieur et donc d'essentialiser les différences avec un « Autre ». La transgression sociale des limites entre le quartier et l'université est possible par les étudiants et les enseignants qui disposent d'une position sociale dominante mais pas pour la majorité des habitants de la Villeneuve.

Pour Claske Dijkema, la production du discours académique sur le quartier de la Villeneuve est vécue de manière d'autant plus violente que les savoirs académiques ne sont pas nécessairement mis au service des habitants et sont souvent éloignés de leur préoccupation première, alors même qu'une université d'urbanisme et de géographie pourrait mettre son savoir et ses moyens au service des habitants dans le cadre du programme ANRU.

Violence épistémique, ignorance de la parole et des préoccupations des habitants de la Villeneuve, l'IUGA apparaît comme productrice d'un discours sur la Villeneuve mais sans les habitants, dans une relation instrumentale et dissymétrique, renforçant les frontières mentales déjà constituées par la ségrégation socio-spatiale.

¹⁰ Système d'Information géographique de la politique de la ville, consulté le 17 décembre 2017, <https://sig.ville.gouv.fr/Tableaux/QP038007#>



Figure 6 – Grille de l’IUGA : une barrière spatiale actualisant et symbolisant la ségrégation sociale au sein de l’institution universitaire et la violence épistémique des savoirs universitaires (Crédits : M. Messador, octobre 2017).

2. Décoloniser l’Université : une posture épistémique, méthodologique et politique

Lors de notre visite, nous avons rencontré Claske Dijkema, dont le travail de thèse porte sur les questions de violence à la Villeneuve et sur des approches de recherche partenariale qui visent la co-construction des savoirs entre chercheurs et habitants.

Selon cette posture, le chercheur doit tout d’abord comprendre que le choix de son sujet et la manière de le traiter peuvent être « des outils de domination aux conséquences très concrètes et matérielles » (Hancock, 2008, p. 126). La géographie est une « mise en espace » par le discours et des images rationnelles telles que les concepts spatiaux ou les cartes. Elle contribue à un découpage spatial et à construire une figure essentialisée et racialisée de l’Autre (Ripoll, 2006 ; Collignon, 2007). Or, décoloniser les discours et savoirs universitaires passent d’abord par la mise à distance et la déconstruction de ces représentations spatiales. Claske Dijkema a tout d’abord voulu travailler sur la notion de violence. Elle s’est rendue compte que ce sujet reproduisait les stéréotypes portés sur la Villeneuve par les discours médiatiques et politiques comme si la Villeneuve n’était intéressant « qu’en tant que lieu de production de la violence » selon ses mots. En février 2013, un repas citoyen sur le thème « Réagir aux violences dans le quartier, parlons-en » a montré pourtant que la violence paroxysmique des émeutes montrée par les médias et critiquée par les politiques n’était pas la préoccupation première des habitants (Dijkema, Koop, novembre 2013). Claske Dijkema s’interroge plus sur les frontières du quartier que sur le quartier lui-même, là où se confrontent le reste de la ville et la Villeneuve. Le chercheur, dans ce cas, ne reproduit pas les enjeux et les représentations omniprésents dans les médias et les politiques mais déplace le débat pour faire émerger de nouveaux enjeux en décentrant son regard (Gervais-Lambony, 2011) et en adoptant une approche compréhensive par le bas (Muchielli, 2007).

Dans ses recherches, Claske Dijkema prend en compte la parole des habitants. Elle considère ainsi que faire de la recherche ne repose pas sur le fait de « faire du terrain » mais plutôt sur une « rencontre provoquée » avec les habitants. Il s’agit de rétablir une symétrie dans la

relation entre les enquêtés et le chercheur d'où le terme de « rencontre » tout en mettant en place des méthodologies innovantes afin que cette rencontre ait lieu. La parole des habitants, bien que sous-médiatisée, négligée dans les politiques et parfois oubliée dans les savoirs universitaires, est partout dans le quartier et témoigne d'un réel savoir. Cette parole peut être saisie par des entretiens avec les habitants. Elle prend également la forme de discours non-verbaux comme les affiches et les tags. Des chercheurs ont également créé un banc amovible avec lequel ils se rendaient à la Villeneuve pour parler avec les habitants : ce banc devenait alors un outil « de débats *in situ* dans l'espace public » (Dijkema, Gabriel, Koop, 2015, p. 46).

Il s'agit de méthodes expérimentales pour créer une recherche partenariale avec les habitants. Cette co-construction repose sur cinq principes (Dijkema, Gabriel, Koop, 2015, p. 43-51) :

- dépasser les rapports de pouvoir en prenant conscience de la violence épistémique liée au savoir universitaire.
- créer une réciprocité dans les relations entre les chercheurs et les habitants, notamment en mettant au service des habitants les savoirs produits à l'Université.
- reconnaître la complémentarité de multiples sources de savoir, ce que Sousa Santos appelle « l'écologie des savoirs » (Grosfoguel, 2012) : il faut donc créer une « horizontalisation des savoirs » (Luste Boulbina *et al.*, 2012) où savoirs académiques et savoirs des habitants sont considérés comme ayant la même valeur.
- co-construire les questions de recherche: Claske Dijkema a formé des groupes de réflexion dans le quartier.
- favoriser la co-interprétation et la co-écriture des résultats.

Ainsi, du choix des questions à l'écriture des résultats, les habitants participent à toutes les étapes de l'enquête.

Cette posture épistémique et méthodologique s'accompagne d'une prise de position politique. Claske Dijkema se définit comme « militante », notamment au sein de l'université où elle entend faire reconnaître les savoirs des habitants afin que ces derniers soient les « alliés de l'université ». Elle nous explique que son « engagement est double: à l'université et auprès des habitants » (mail envoyé par Claske Dijkema, décembre 2017).

La recherche de Claske Dijkema s'apparente au courant postcolonial en ce qu'elle est un « projet de connaissance » de déconstruction d'un regard (Collignon, 2007) par le biais d'une étude des discours (Hancock, 2008) et un « projet politique » (Collignon, 2007) qui prend en compte la parole des habitants qui est considérée comme subalterne par rapport à celle des acteurs universitaires (Spivak, 1988). Cependant, Claske Dijkema utilise surtout le terme de « décolonisation ». Les études décoloniales sont apparues en Amérique latine avec des auteurs comme Anibal Quijano, Boaventura de Sousa Santos, Ramon Grosfoguel. Anibal Quijano en particulier a développé le concept de « colonialité des pouvoirs » et de « colonialité des savoirs ». Les savoirs coloniaux masquent la violence des pouvoirs coloniaux en les justifiant par l'idée de modernité et donc de rationalité et de scientificité supposées de certains savoirs (Grosfoguel, 2012). L'idée même de modernité sur laquelle repose les savoirs universitaires est donc imbriquée dans les structures de domination coloniale. Ce courant critique les *postcolonial studies* en tant qu'elles sont trop culturalistes et ne prennent pas assez en compte les effets coloniaux et matériels de la domination coloniale à l'échelle du système-monde

(Bhambra, 2014), mais aussi en tant qu'elles s'appuient souvent sur des auteurs blancs, européens et masculins. Claske Dijkema préfère le terme de « décolonial » à celui de « postcolonial » puisque le « post » implique une indication temporelle, un « après », tandis que le « dé » renvoie plus vers un mouvement et un processus de rupture. Elle s'oppose ici dans cette définition aux chercheurs des *postcolonial studies* qui définissent plus le « post » comme un au-delà épistémologique et non comme un après historique (Collignon, 2007, Hancock, 2008).

Les approches de co-construction des savoirs et les théories post-coloniales ont trouvé un écho parmi les habitants de la Villeneuve qui ont mis en place une Université Populaire à laquelle Claske Dijkema participe. En quoi cette Université Populaire témoigne de ces approches ? Quelles sont les difficultés d'une telle entreprise afin de faire valoir la prise de parole de tous les habitants de la Villeneuve ?

3. L'Université Populaire : un cas réussi de co-construction des savoirs avec les habitants ?

Depuis 2015, une Université Populaire a été mise en place dans le quartier de la Villeneuve, à la suite des attentats de *Charlie Hebdo* : des micros-trottoirs et des discussions ont été menés dans le quartier pour recueillir la parole des habitants (entretien avec Anne-Françoise M'Pouna Romanet, présidente de l'association « Arc-en-Ciel », la Villeneuve, octobre 2017). Cette université populaire se définit comme ayant « pour ambition la libre transmission des connaissances, savoirs et savoir-faire entre les habitants du quartier et pour les habitants du quartier » (*Le Crieur*, 24 novembre 2015). Le terme d'« université » n'est pas anodin : il témoigne de la prise en compte des paroles et des savoirs des habitants comme d'un savoir légitime mis au service des habitants et de leurs préoccupations. Pour Anne-Françoise M'Pouna Romanet, il s'agit d'une « co-construction par les habitants en pleine rénovation urbaine, dans un contexte où on n'écoute pas les habitants ».

Le dispositif au sein de l'Université Populaire Villeneuve témoigne de cette volonté de faciliter la prise de parole des habitants. S'il y a des ateliers ou des conférences faites par des « experts », il existe aussi des réunions où les habitants discutent par petits groupes, un modérateur présent à chaque table, avant de mettre leurs idées en commun. Dans ces réunions, chercheurs, urbanistes, habitants se côtoient et il n'y a pas de hiérarchie des savoirs.

Le cycle actuel « Que reste-t-il du passé colonial ? » (figure 5) va durer un an. Le choix de ce thème s'appuie sur les mots même que les habitants emploient comme le montre le texte de présentation de ce cycle dans *Les Cahiers de l'Université populaire* que l'on peut retrouver sur leur page Facebook : « les habitants utilisent très souvent les mots "colonisation", "colons", "les blancs", "les racisés" ».

L'idée est de transmettre des connaissances aux habitants et en particulier aux jeunes en abordant les thèmes de l'histoire de la colonisation, de sa mémoire, de la gestion coloniale des quartiers populaires. L'Université Populaire témoigne de la réappropriation militante et populaire des théories académiques postcoloniales pour en faire un outil au service des habitants des quartiers populaires :

« Quant aux militants, depuis la révolte des quartiers populaires en 2005, ils ont largement relayé les analyses sur la question post coloniale, notamment issue des études anglo-saxonnes » (*Les Cahiers de l'Université Populaire*).



Figure 7 – Affiche pour la première rencontre du cycle « Que reste-t-il du passé colonial ? » de l'Université Populaire de la Villeneuve (2017).

Cependant, même si les thèmes abordés et les dispositifs de récolte des paroles des habitants semblent favoriser l'épanouissement du discours de ces derniers et leur légitimité, toutes les catégories d'habitants ne sont pas touchées de manière uniforme par ce dispositif. Chaque cycle thématique est porté par un groupe de personnes et il s'agit avant tout de militants professionnels, ou des habitants qui se disent être les « anciens » du quartier qui sont à l'origine de ces projets. Les personnes rencontrées lors de notre visite appartiennent à cette catégorie d'habitants. Originaire de Tunisie, Béchir Bouabid se présente comme un « vieux dinosaure » qui fait partie des anciens du quartier. Il considère qu'il porte une mémoire du quartier et qu'il est un « passeur pour les générations futures » (entretien avec Béchir Bouabid, la Villeneuve, octobre 2017). Il a été militant syndicaliste et militant pour la cause nationaliste panarabe. Il lit beaucoup et Claske Dijkema le présente en disant « s'il avait eu de la chance, il aurait pu être à ma place ». Ses trois filles font des études supérieures. Anne-Françoise M'Pouna Romanet est présidente de l'association « Arc-en-ciel ». Elle vit dans le quartier de l'Arlequin depuis 1983. Ses enfants font également des études supérieures. Enfin, une courte discussion s'est engagée avec un autre habitant alors que nous réalisons une réunion entre nous. Sans nous dire son nom, il s'est présenté comme un « spécialiste de l'immigration maghrébine », donnant des conférences dans les écoles, les collèges, les lycées, aussi bien à Grenoble qu'à Paris. Quel type de savoirs et de régimes de discours ces habitants mobilisent-ils pour légitimer leur prise de parole ? La légitimation de leurs savoirs et de leurs discours ne passent pas par un parcours universitaire mais plutôt par l'expérience personnelle de vivre à la Villeneuve, d'être immigré, etc. Les habitants rencontrés se positionnent

également comme figure d'autorité de par leur ancienneté dans le quartier. Ces personnes sont souvent des acteurs ressources pour le chercheur et jouent le rôle de médiateurs entre ce dernier et les autres habitants. La légitimation de leur prise de parole passe néanmoins par la recherche de traits communs avec le chercheur : importance mise dans le système éducatif, savoirs académiques acquis par des lectures, succès universitaires des enfants.

Ces personnes, bien que représentatives des personnes qui prennent la parole dans le quartier, ne le sont pas de tous les habitants de la Villeneuve. Anne-Françoise M'Pouna Romanet nous a indiqué que si la représentativité des habitants au sein de l'Université Populaire s'est améliorée au fil des années, les jeunes sont encore difficiles à atteindre et sont moins représentés. Certains habitants sont donc plus à même de prendre la parole que d'autres et il faut donc prendre en compte les rapports de domination de classe, d'âge, de genre, de sexe, de race qui se manifestent au sein du quartier comme on l'a montré avec l'Espace 600.

Selon Claske Dijkema, les cycles thématiques de l'Université Populaire étaient plus ou moins réussis. Ce n'est pas « l'Université en tant qu'institution qui garantit la réussite » mais plutôt « la formulation des questions et les partenaires avec qui la soirée est organisée » qui déterminent le public présent. Ainsi, si les difficultés perdurent dans l'accession à la prise de parole pour certaines catégories d'habitants, une plus grande co-construction des problèmes évoqués au même titre que celle des problématiques académiques pourrait renforcer selon elle l'apport de l'Université Populaire.

Conclusion

Le quartier de la Villeneuve fait aujourd'hui l'objet d'une cristallisation de représentations négatives véhiculées par les politiques et les médias. L'objet de ce travail était de se saisir de la profusion des discours qui se focalisent sur ce même espace pour comprendre leur légitimité et les savoirs sur lesquels ils reposent. Aussi, poser la question d'une approche décoloniale dans ce quartier a consisté en une analyse des discours : *sur* la Villeneuve émanant d'acteurs extérieurs au quartier, et *sur et depuis* la Villeneuve, à partir de discours d'acteurs *internes* (notamment associatifs) ou *externes* mais avec une proximité et un ancrage spatial (les universitaires).

On peut conclure sur le fait que ce travail est évidemment lui aussi situé. La visite du quartier, notamment, n'a pas réellement respecté l'ensemble des règles d'une approche décoloniale, qui soit respectueuse des habitants. L'irruption, dans cet espace déjà stigmatisé, d'un groupe d'étudiants d'une grande école, au surplus d'origine occidentale dans leur grande majorité, et arborant carnets et appareils photographiques, a certainement quelque chose de problématique au vu du contexte.

Bibliographie

- BHAMBRA, G.K., 2014, Postcolonial and decolonial dialogues, *Postcolonial Studies*, Vol. 17, n°2, p. 115-121.
- BILGE S., FORCIER M., 2016, « La racialisation », *Droits et libertés*, Vol. 35, n°2.
- CHARTIER R., 2013, Le sens de la représentation, *La Vie des idées*. ISSN : 2105-3030. <http://www.laviedesidees.fr/Le-sens-de-la-representation.html>
- COLLIGNON B., 2007, Note sur les fondements des postcolonial studies, *EchoGéo*, Vol. 1, <https://echogeo.revues.org/2089>.
- DIJKEMA C., 2015, Les quartiers populaires, qu'est-ce qu'on en dit, qu'est-ce qu'on y vit. Questionner les violences urbaines, *Les Cahiers de Modop*, n°1, L'actualité de la transformation de conflit.
- DIJKEMA C., GABRIEL D., KOOP K., 2015, *Les Tours d'en face : renforcer le lien entre Université et Villeneuve*. Grenoble : institut de géographie alpine.
- DIJKEMA C., KOOP K., novembre 2013, Violence sans conflit ? Quelle pertinence des outils d'analyse et de transformation de conflit dans le contexte de violences urbaines à Villeneuve, Grenoble ?, *Les innovations sociales en milieu local : espaces de gouvernance et acteurs locaux à l'épreuve de la globalisation et de la territorialisation*. Grenoble. URL : http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1018_en.html.
- HANCOCK C., 2008, Décoloniser les représentations : esquisse d'une géographie culturelle de nos « Autres », *Annales de géographie*, Vol. 2, n° 660-661, p. 116-128.
- GERVAIS-LAMBONY P., 2011, Les études postcoloniales. Un carnaval académique, *EchoGéo*, Vol. 15, <http://echogeo.revues.org/12310>.
- GROSFUGUEL R., COHEN J., 2012, Un dialogue décolonial sur les savoirs critiques entre Frantz Fanon et Boaventura de Sousa Santos, *Mouvements*, Vol. 4, n°72, p. 42-53.
- KOKOREFF M., 2011, L'émeute et le postcolonial à l'épreuve du politique dans les quartiers populaires, *Mouvements*, Hors série, n°1, p. 87-96.
- LUSTE BOULBINA S. et al., 2012, Décoloniser les savoirs. Internationalisation des débats et des luttes, *Mouvements*, Vol. 4, n° 72, p. 7-10.
- MUCHIELLI L., 2007, « Introduction », in : LE GOAZIOU, V. et al. *Quand les banlieues brûlent*. Paris : La Découverte, coll. « Sur le Vif », p. 5-9.
- MUCHIELLI L., LE GOAZIOU V., « Conclusion. Les émeutes, forme élémentaire de la contestation politique », in : LE GOAZIOU, V. et al., *Quand les banlieues brûlent*, Paris : La Découverte, coll. « Sur le Vif », p. 159-170.
- RIPOLL F., 2006, Peut-on ne pas être postcolonial ?...surtout quand on est géographe, *EspaceTemps.net*. URL : <https://www.espacetemps.net/articles/peut-on-ne-pas-etre-postcolonial-surtout-quand-on-est-geographe/> (consulté le 10 octobre 2017).
- RIGOUSTE M., 2007, « L'ennemi intérieur, de la guerre coloniale au contrôle sécuritaire », *Cultures & Conflits*, n°67, p. 157-174.
- ROBINE J., 2006, Les « Indigènes de la République » : nation et question postcoloniale, *Hérodote*, Vol. 1, n°120, p. 118-148.
- SAID E., 1980, *L'Orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*, Paris : Seuil, coll. « Couleurs d'idées », 430 p.
- SPIVAK G., 1988, « Can the Subaltern Speak? », In : Cary Nelson and Lawrence Grossberg

(dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*. Chicago : University of Illinois Press, p. 271-313.

Sitographie

Article dans *Le Crieur*, 24 novembre 2015 <http://www.lecrieur.net/event/universite-populaire-de-la-villeneuve-reunion-de-reflexion/> (consulté le 17 décembre 2017).

Article dans *Le Crieur*, 6 janvier 2016: <http://www.lecrieur.net/2015-une-annee-a-la-villeneuve/>

Dossier de médiapart sur la Villeneuve :

<https://blogs.mediapart.fr/les-indignes-du-paf/blog/280714/dossier-la-villeneuve-grenoble-vs-envoye-special-revue-de-presse>.

Article dans *Le Figaro* : Guerrier, Sophie. “Le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy”, *Le Figaro*, publié le 27 mars 2014, mis à jour le 22 septembre 2014 [en ligne]. URL : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/03/27/25001-20140327ARTFIG00084-le-discours-de-grenoble-de-nicolas-sarkozy.php>.

Page Facebook de l’Université Populaire : <https://www.facebook.com/Universit%C3%A9-Populaire-Villeneuve-942726225767160/> (consulté le 25 novembre 2017)

Statistiques pour le Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville « Village Olympique-Villeneuve » : <https://sig.ville.gouv.fr/Tableaux/QP038007#> (consulté le 22 novembre 2017).

Vidéo You Tube « An Evening With Ramon Grosfoguel –Postcolonial or Décolonial ? », 2014 : https://www.youtube.com/watch?v=3WUZTFIkb_4 (consulté le 11 décembre 2017).